

L'Égalité

«Le sens réel du mot d'ordre d'égalité ne peut résider que dans l'abolition des classes sociales» LÉNINE

**Pour des millions d'entre nous :
chômage, impôts écrasants, taxes, bas
salaires, précarité...
Mais pour les millionnaires tout va bien...**

Il va falloir dégager ce gouvernement au service des riches !



A lors que l'économie rechute à nouveau la situation sociale est déjà grave.

3,8 millions de personnes bénéficient des minis sociaux, il y a 6 millions de chômeurs et on peut ajouter 2 millions de travailleurs pauvres. Cela donne une idée de la misère dans la société. Après que le gouvernement ait facilité les licenciements et accompagné les plans sociaux il ne faut pas s'étonner que la courbe du chômage ne s'inverse pas. Ce n'est guère mieux concernant le logement avec 3,8 millions de mal logés et 700000 SDF. La ridicule loi sur l'encadrement des loyers qui n'aurait rien changé n'a même pas été appliquée. Notre niveau de vie ne cesse de baisser et l'augmentation de plus de 2,5 % de l'électricité et du gaz au 1er novembre est un véritable vol, après les autres augmentations !

Crise politique

Alors qu'ils font toutes les réformes voulues par le Medef, promettent la chasse aux chômeurs, la casse la Sécurité sociale, il cède aussi à la moindre action de la petite bourgeoisie (pigeons, petits transporteurs etc.) mais veulent faire les gros bras face aux travailleurs (cheminots, pilotes).

Valls évoque l'idée de changer le nom du PS. Ça ne serait pas du luxe depuis le temps qu'ils n'ont plus rien de socialiste. Par opportunisme ils garde-

ront probablement ce nom mais lance des états généraux pour leur apporter des idées dans l'optique de 2017. Pourtant il n'en manque pas d'idées avec Gattaz qui s'autoproclame "héros de la nation" à la radio, exige que les patrons puissent licencier sans avoir à se justifier, tout en se vautrant dans l'argent public donné sans aucune contrepartie

La droite n'est pas mieux placée pour apporter la critique avec leurs propres affaires et ne font que proposer pire que le PS pour nous. Le FN qui tentait de se démarquer a montré le même opportunisme via ses élus et veut maintenant se servir des migrants de Calais pour se faire de la pub tout en s'entredéchirant en interne.

La colère gronde !

Pour faire passer la politique anti sociale le PS s'en prend aux militants syndicaux à la Poste mais aussi dans bien d'autres entreprises et d'ailleurs casse petit à petit l'inspection du travail et les prud'hommes et veut s'en prendre aux seuils sociaux et la représentation des salariés dans les entreprises. L'Etat réprime et tue également les contestations contre les projets aberrants comme celui du barrage de Sivens.

Mais les luttes se multiplient et le gouvernement a peur que tout mouvement se transforme en explosion sociale portant bien d'autres revendications.

Les journées de mobilisation se succèdent après celles de septembre-octobre dans de nombreux secteurs, transports, la Fonction publique est appelée à se mobiliser le 18 novembre et une manif nationale des hôpitaux en lutte le même jour, le 6 décembre ce sont les associations de chômeurs. Beaucoup de secteurs sont en ébullition. Des luttes locales se développent pendant que d'autres finissent.

Au cours du mois de novembre, la colère va aussi s'exprimer sur le terrain contre la rigueur et le budget de misère imposé par le gouvernement pour les services publics et la santé. Une manifestation le 15 novembre des forces politiques à gauche du PS (Pg, Pcf, Npa, Ensemble...) aura lieu contre l'austérité et le gouvernement. Certains espèrent davantage pouvoir peser sur le PS avec ce type de défilé que de construire la riposte nécessaire face à Hollande et Valls. Le 15 novembre sera utile s'il est un point d'appui pour proposer d'engager la mobilisation politique et syndicale.

Il ne faut plus attendre pour nous unir avec un plan de bataille contre ce gouvernement et le patronat. Organiser la grève et l'action dans nos secteurs en novembre et décembre et converger en janvier 2015 autour d'une même journée de grève partout qui permette de bloquer le pays et de commencer à changer le rapport de force.

La crise III : le retour ! Ou le «triple dip» pour les nuls !

Par Virginie Prégny

Non ce n'est pas le dernier film d'horreur sur les écrans, mais la triste réalité bien plus effrayante que n'importe quelle poupée envoutée ! Contrairement à ce que répètent les politiciens et autres économistes bourgeois, la crise initiée en 2008 n'est pas terminée. Les «experts» (les mêmes qui n'avaient pas vu venir la crise...) parlent de «triple dip», en anglais pour qu'on comprenne encore moins, c'est-à-dire un troisième épisode de récession qui pourrait être encore plus grave que les précédents puisque l'économie ne s'est pas encore remise des 2 précédents.

Etat des lieux

Le principal problème est le risque d'une déflation. C'est surtout le cas de l'Allemagne, principale économie de l'Union Européenne, qui inquiète les capitalistes. Ce «modèle» qui a maintenu sa croissance en infligeant une austérité monstre aux travailleurs (jobs à 1€ de l'heure, sanctions renforcées contre les chômeurs pour accepter n'importe quel emploi, réduction des indemnités chômage...) entre dans une période de recul de sa croissance qui aura des conséquences sur toute l'économie mondiale.

Premièrement, la croissance est en berne. Ce qui a secoué nos fameux experts économiques, ce sont les chiffres des principales économies européennes aux 2ème et 3ème trimestres de 2014. La croissance de l'Allemagne et de l'Italie

ont reculé, celle de la France stagne à quasiment 0, tout comme l'ensemble de la zone euro.

A cela s'ajoute un recul de l'inflation, c'est-à-dire une baisse des prix (d'un point de vue global de toutes les marchandises échangées, car au supermarché la douloureuse est toujours là!) (Voire l'Égalité n°167 septembre-octobre 2014 et sur notre site.)

A ce tableau s'ajoute la baisse des exportations, en particulier en Allemagne, dont l'économie repose beaucoup sur la vente de ses produits à l'étranger. Cela touche en fait toute la zone euro, car l'euro est faible par rapport au dollar les produits européens coûtent donc plus chers. En conséquence la production industrielle baisse aussi, puisqu'il y a moins de demande. Ceci se traduit par un ralentissement de la croissance en Chine, qui représente 15% des exportations de l'UE.

Quelles conséquences en cas de déflation ?

On pourrait se dire que c'est une bonne nouvelle que les prix baissent. En fait, une déflation couplée à une récession et un euro faible (1\$ = 0,79€) aurait pour principal impact de réduire la demande et donc la production, donc... de plus forts risques de licenciements en masse et de pression à la baisse sur les salaires. Les plans de licenciements qui ont lieu en ce moment sont surtout dans le secteur industriel et dans des entreprises intermédiaires qui fournissent les grandes entreprises qui fabriquent les biens de consommation. C'est un des éléments les plus inquiétants de la profondeur de cette crise. Cela signifie qu'une simple relance de la consom-

mation par des cadeaux aux patrons ne servira pas à grand-chose, comme le montre l'échec de la politique de Hollande en France. Les patrons prennent l'argent mais ne réinvestissent pas, n'embauchent pas et n'augmentent pas les salaires, puisque leur seul objectif est de maintenir leurs profits. C'est le serpent qui se mord la queue !

Concrètement, pour les travailleurs, c'est une période de montée du chômage et d'installation d'un chômage de masse dans toute l'Europe qui se dessine. En plus de cela, les mesures d'austérité vont s'aggraver, car pour les capitalistes, le problème vient du fait que les travailleurs coûtent trop cher, que les entreprises sont trop taxées pour maintenir leurs propres profils et faire face à la concurrence. Dans leurs rêves, ils voudraient supprimer un maximum des réglementations qui limitent l'exploitation : pas de salaire minimum, un strict minimum d'allocations chômage, pas de limite au nombre d'heures de travail... Mais c'est le fonctionnement même du système capitaliste qui est responsable de cette crise, ce qui explique pourquoi ils ne trouvent pas de solution viable, quel que soit le gouvernement.

Quelles mesures et propositions des politiciens et capitalistes ?

Quel que soit le pays et le niveau de croissance, les capitalistes demandent plus de cadeaux fiscaux et plus de précarité pour les salariés (même en Chine où l'exploitation est énorme)

Deux approches principales s'opposent : ceux qui espèrent relancer la croissance par la relance de la demande et ceux qui veulent «baisser le coût» du

travail, c'est-à-dire s'attaquer aux conditions de travail et aux services publics, ils s'accordent en général sur le fait de demander l'intervention de l'État pour ne pas avoir à faire payer les capitalistes. Aucune des deux approches n'est en mesure d'apporter des solutions réelles et pérennes à la crise. En Allemagne certains demandent une politique de grands travaux comme dans les années 30, mais avec le niveau des dettes des États cela paraît quasiment impossible.

Le socialisme démocratique est le seul système qui apporterait une vraie solution à la crise

La crise de cette dernière décennie démontre que le capitalisme a fait son temps. Il ne permet plus une amélioration des conditions de vie de la majorité. Il doit donc être renversé par une lutte révolutionnaire. Pour répartir les richesses équitablement entre tous et établir des rapports de coopération entre les pays, il faut en finir avec la propriété privée des moyens de production. C'est-à-dire que les entreprises soient sous le contrôle et la gestion démocratique des travailleurs. C'est seulement ainsi que l'on peut améliorer les conditions de travail et de vie, avoir une production écologique et utile à la société.

Imaginons ce qu'on pourrait faire dans l'immédiat avec les 47 milliards de bénéfices nets du CAC 40 ! Les richesses existent, mais elles sont accaparées par une poignée de parasites. La Gauche révolutionnaire se bat pour que l'économie soit au service de la satisfaction des besoins de tous, et donc pour enlever leur pouvoir de nuisance aux capitalistes.

Pride, le film sur la solidarité des LGTB avec la lutte des mineurs

Un nouveau film, Pride, sorti le 12 septembre. Matthew Warchus a mis en image la fondation du mouvement de Lesbiennes et Gays en soutien aux Mineurs (LGSMB). Il montre le travail du groupe de Londres pendant la grève des mineurs de 1984-85.

La branche de Londres de LGSMB a effectué des efforts pour recueillir des fonds énormes pour soutenir les mineurs en grève, levant autour de 20,000 livres (25500€) pour les familles de mineurs gallois aussi bien que plusieurs visites aux communautés qu'ils soutenaient. Un certain nombre de groupes semblables à LGSMB sont apparus à travers le pays.

Difficultés

Le film explore le début des luttes du LGSMB qui les a amenés à s'impliquer dans la grève, provoquant des soucis dans la communauté LGTB elle-même. Les personnages discutent de l'homophobie qu'ils ont subi dans des quartiers ouvriers. Le Syndicat national des Travailleurs des mines (NUM) s'inquiétait de l'impact sur leur lutte que pourrait avoir des LGTB visiblement impliqués à la lumière des abus et du dédain dont ils étaient victimes par la police, la presse et les briseurs de grève.

Cependant ces difficultés commencent à s'effacer quand les groupes comprennent à quel point leurs luttes sont semblables. Pride se concentre avec raison sur le rôle de la police et des médias dans la grève et les luttes de la communauté LGTB, s'ouvrant avec de vraies images où la police attaque des mineurs sur les piquets de grève.

Un fort accent est mis sur la répression policière contre les 2 communautés. James Anderton, le Directeur de police de la police de Manchester a à l'époque décrit les gens atteints du SIDA comme des personnes vivant dans "une fosse septique humaine de leur propre fabrication" et a traité les syndicats de "mafia industrielle."

La une du Sun (journal à scandale) qui a même titré « des pervers soutiennent les mines » est un moment clé qui mène, comme dans la réalité, à la plus grande collecte de fonds dans laquelle le LGSMB a été impliqué.

Désespéré

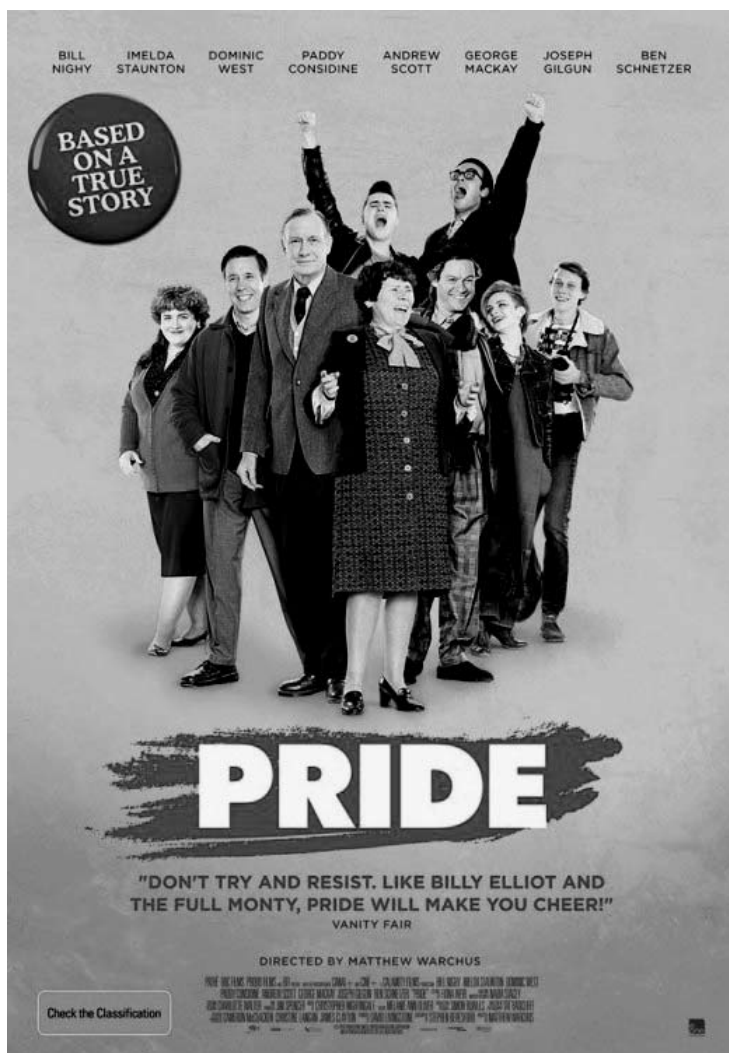
Bien qu'étant une fiction basée sur des faits réels, Pride ne cache pas les difficultés partagées par les deux communautés pendant les années quatre-vingt. L'homophobie et la crise du SIDA pointe dans le film (Mark Ashton, un des fondateurs de LGSMB, est mort seulement quelques années après la grève). La communauté minière est devenue plus désespérée à mesure que les mineurs ne pouvaient plus payer pour le chauffage.

Le film souligne l'importance de la solidarité. Mark Ashton du LGSMB a dit en discutant

du travail du groupe : «une communauté devrait être solidaire d'une autre. Il est vraiment illogique de dire : je suis homosexuel et je suis impliqué dans la défense de la communauté homosexuelle mais je ne me soucie de rien d'autre ».

Il montre aussi l'impact énorme que peut avoir la classe ouvrière quand elle est unie. Bien que la grève des mineurs ait été perdue, on a pu voir des mineurs assister à des marches de Fierté en masse pour soutenir les communautés qui les avaient soutenus. Le NUM a joué un rôle essentiel dans les années 1980 en forçant le parti travailliste à s'engager dans le soutien au combat pour les droits LGTB.

Marchant ensemble la communauté LGTB et les syndicats ont fait des pas en avant énormes pour l'égalité. Comme le représentant du NUM le dit en remerciant d'abord LGSMB pour leur collecte de fonds : «quand vous battez avec un ennemi si massif, découvrir que vous avez un ami que vous ne connaissiez pas ; c'est le meilleur sentiment au monde».



Libéralisme : le petit Macron illustré

Par Geneviève Favre

Comme Elysée où le nouveau ministre de l'Économie a occupé les fonctions de secrétaire général adjoint de l'Élysée pendant deux ans. Avec Hollande c'est le vernis de façade de la démocratie bourgeoise qui saute : plus besoin de passer par les élections pour donner l'illusion d'un quelconque pouvoir populaire, on place directement les sbires et les courtisans aux postes clés.

Comme mépris affiché à l'égard des plus démunis. Ses excuses publiques aux salariés «illettrés» de Gad ne l'ont pas empêché de déclarer plus tard qu'il avait évoqué une réalité. Et dans le projet de loi «pour l'Activité et l'Égalité des chances économiques», il justifie la libéralisation du transport en autocar qui permettra ainsi aux pauvres de voyager. Les riches en avion, les classes moyennes en train et les pauvres en autocar... ça laisse rêver sur l'égalité des chances économiques.

Comme le Medef qui bénéficie des milliards accordés avec le Pacte de Responsabilité, dont l'initiateur a été Macron, alors secrétaire à l'Élysée, et ce malgré les réticences du premier ministre Ayrault.

Comme Attali et son fameux Rapport, qui à l'initiative de Sarkozy préconisait une accélération de la libéralisation de l'économie et des attaques contre les droits des salariés. Chose étrange, le rapporteur en était un certain Emmanuel Macron. Vases communicants...

Comme nouvelles ouvertures le dimanche, jusqu'à douze par an dans la distribution non alimentaire et dès le départ avec non compensation salariale dans les entreprises de moins de 11 salariés.

Comme l'Unilatéralisme de la finance. Alors que le candidat Hollande fustigeait la finance, Michel Sapin finit par parler de la «bonne finance» et Macron tout en précisant qu'il ne s'agit pas de financiariser ce secteur cherche à ouvrir le capital des pharmacies, des cabinets d'avocats et autres professions réglementées aux groupes financiers.

Comme élargissement du travail de nuit dans les zones touristiques de dimension internationale à fort potentiel économique.

Comme libéralisme zéro complexe. Après avoir déclaré «qqye ce ne serait pas idiot de revenir sur les 35h », Macron préconise la suppression des seuils sociaux, lesquels imposent aux entreprises certaines mesures comme la présence de délégués du personnel ou de comités d'entreprises, l'embauche de personnes handicapées...

Comme mauvaise poésie : dans un entretien à Médiapart, Macron fustige la « gauche classique » et insiste sur la nécessité selon lui de « revenir sur des certitudes passées, qui sont des étoiles mortes ». Poésie de bazar mais politique procapitaliste clairement affichée.

Comme anti-chômeur. Alors que le pays compte 20000 chômeurs de plus en septembre, Rebsamen veut accroître la pression sur les chômeurs et Macron veut s'attaquer à leurs indemnités.

Comme cynisme le plus pur : plutôt que de vouloir corriger les inégalités de fait, Macron reprend à son compte la formule de « l'égalité des possibles ». Si pour lui l'égalité est à placer dans le champ du potentiel, sa présence dans l'idéologie libérale est à placer dans celui de la certitude.

Comme la banque Rothschild, dont il a été associé-gérant pendant deux ans, tout en restant fonctionnaire paraît-il.

Comme « On ne peut plus présenter la gauche comme l'extension infinie des droits. La gauche classique c'est être pour l'extension des droits, comme entre 1997 et 2002, avec la CMU, les 35h ou le PACS ». No comment !

Comme nouveaux marchés. Selon Macron, c'est l'objectif premier : « la bataille n'est pas à mener au sein de l'entreprise, mais pour la conquête de nouveaux marchés et de nouveaux clients. » Il faut donc « revisiter un des réflexes de la gauche, selon lequel l'entreprise est le lieu de la lutte des classes ».

Faisons confiance aux jeunes et aux travailleurs pour entretenir ce « vieux réflexe » de gauche face à ce gouvernement sans complexe au service du capital.

Crises et faiblesses au PS et à l'UMP

Par Luc de Chivré
et Yann Venier

La crise du PS fait les choux gras de la presse. Le fossé entre les «frondeurs» et le gouvernement semble infranchissable mais les différences ne sont pas flagrantes. Les «frondeurs» ne remettent pas en cause la politique d'austérité et souhaitent un pacte de responsabilité moins contraignant de 20 milliards d'euros pour «laisser une chance» à la croissance. Les positions prises par Montebourg et Hamon, puis par Martine Aubry tiennent plus de la posture en vue du futur congrès que d'un soudain virage à gauche. Tout comme lors du vote de confiance à Valls, les fondateurs évitent soigneusement de voter contre le projet de budget pour ne pas mettre le gouvernement en difficulté.

Certes, la fronde affaiblit le gouvernement mais sa situation de crise est née du rejet de la politique d'austérité qu'il mène au profit des capitalistes, y compris par une partie de ses militants et non des manœuvres parlementaires. La défense des intérêts du patronat au détriment de ceux des salariés, des chômeurs, des jeunes, des retraités a fait grossir l'impopularité du duo Hollande-Valls qui atteint des records. La soi-disant «aile gauche» du parti socialiste sait que cette situation est irréversible et les ténors du parti veulent se démarquer de Valls.

L'UMP n'est pas en mesure de profiter de la situation.

Le retour «providentiel» de Sarkozy est un échec. La dynamique qu'il espérait impulser autour de sa personne comme en 2007 n'est pas au rendez-vous : selon un sondage Odoxa, 75% des sondés jugent son retour raté, tout comme 56% des sympathisants de droite. Mais pire, concernant ses propositions, ils sont 77% en général et 58% des sympathisants de droite à juger qu'il n'en a pas fait qui soient intéressantes pour répondre aux problèmes qui se posent à la France. Le

souvenir cuisant de sa présidence dans les classes populaires et les casseroles le concernant qui se multiplient font que sa cote de popularité est en baisse constante, aujourd'hui à 26%.

Les autres leaders de l'UMP, Juppé en tête, le voient dorénavant plus comme un problème encombrant qu'un recours. La guerre pour la présidence du parti et celle pour être le candidat de la droite aux prochaines élections présidentielles risquent de paralyser le parti. Les coups bas et les révélations vont continuer à miner ce parti englué dans les scandales. Et ce n'est pas le changement de nom préconisé par Sarkozy qui y changera quoi que ce soit.

La bourgeoisie a un véritable problème de représentation politique

La crise des deux partis de pouvoir traduit la faiblesse de la bourgeoisie française qui voit les tensions et le danger de la colère sociale. La bourgeoisie a senti le risque de la méthode brutale et frontale de Sarkozy et fait le choix du PS qui a toujours défendu ses intérêts mais et plus à même de par son image de gauche à masquer une politique libérale.

Tout en constatant la réussite en terme de réformes, les capitalistes se rendent compte de l'échec en terme de «paix sociale». La colère s'exprime toujours et la compréhension même confuse que les intérêts des travailleurs sont opposés à ceux du patronat est grandissante. Le social libéralisme a échoué tout autant que le sarkozysme et la bourgeoisie est partagée dans sa recherche d'une solution pour prévenir la crise sociale. Pourtant, si les capitalistes sont affaiblis, ils s'en sortent bien tant le mouvement ouvrier est éteint. Les directions syndicales même combattives refusent de déclencher la mobilisation de peur de ne plus la contrôler, et les partis à la gauche de la gauche multiplient les critiques mais se cantonnent au terrain électoral sans porter le débat sur les luttes et la stratégie pour les mener.



Débat : où en est l'idée d'une force politique des travailleurs et des jeunes ?

Par Leïla Messaoudi

Le ras-le-bol est massif et avec lui, le sentiment d'insécurité augmente dans le boulot et la vie. Les travailleurs, les jeunes et la très grande majorité de la population sont désarmés pour pouvoir lutter. C'est ce qui explique pour une bonne partie l'absence de mobilisations massives, et ce, malgré un nombre important de luttes.

Où est la gauche de la gauche ?

Après les années Sarkozy et deux ans et demi d'un gouvernement Hollande à la botte des capitalistes, on aurait pu croire que la gauche de la gauche se saisirait de l'avantage. Or son recul est énorme. Le Front de gauche avec Mélenchon a convoqué régulièrement des manifestations nationales souvent réussies mais n'a pas organisé davantage la résistance. La marche à mi-mandat contre Hollande et contre la politique d'austérité (à l'initiative du collectif «3A»), le 15 novembre, essaie de réitérer ces succès de rue. C'est positif, mais l'énergie n'est plus là, faute d'un appel clair à contrer et ainsi par son appel trop limité à manifester pour au final chercher à peser sur le gouvernement, qui n'écouterait pas, et les députés soi-disant frondeurs qui n'en viendront pas à s'opposer frontalement.

Or la majorité des travailleurs et des jeunes sont en colère et ne croient pas, à juste titre, qu'une fronde de députés sans fond politique clair, puisse inverser en notre faveur la politique en cours. Cette assemblée majoritairement PS-EELV a une politique consciente de rigueur sur le dos de la population, contre les services publics locaux, contre l'hôpital public et pour une éducation au rabais à coups de cadeaux au patronat. Mélenchon semble avoir mis de côté l'idée de mouvement de masse, s'affiche avec des Kerviel ou Hulot, et ne parle que des élections de 2017... C'est loin et du coup son mouvement M6R (mouvement pour la 6ème république) ne décolle pas vraiment car il ne donne aucun outil pour lutter maintenant.

Comment rouvrir le débat sans refaire les mêmes erreurs

L'idée d'une nouvelle force politique des travailleurs et des jeunes a nettement reculé après l'é-

chec du Front de gauche et celui du NPA. Mais la colère et l'instabilité sont bel et bien là. Et les politiques de l'UMP et du PS au service du patronat ont ouvert un espace que le FN essaie de combler. Et faute de pas concrets de la gauche de la gauche dans les mois qui viennent, les élections de 2017 vont dominer les débats à gauche.

Beaucoup s'y préparent ! Il est évident qu'une scission à gauche du PS aurait un certain impact. La direction du PCF mais aussi le PG différemment espèrent que les dissensions entre Valls et Hamon, Montebourg, Aubry et les autres vont sortir et qu'un pôle à gauche de Valls et Hollande pourrait naître. Mais sur quelles bases ? L'expérience de la Gauche plurielle en 97 avait soulevé des espoirs puis de grandes désillusions par sa politique (privatisations, déréglementation du temps de travail...). Une gauche plurielle bis n'est pas la réponse.

Il nous faut un parti de masse des travailleurs

et des jeunes qui se bat sans compromis. Une force politique qui organise en son sein tous ceux qui veulent lutter dès maintenant pour pouvoir mieux mobiliser contre les plans du gouvernement et des patrons et qui propose un plan d'action aux syndicalistes combattifs et aux travailleurs dans les entreprises, à ceux privés d'emploi et aux jeunes scolarisés ou non. C'est le cadre aussi qui permettrait de discuter de l'alternative au capitalisme et de comment lutter tous ensemble.

Cela fait plus de vingt ans que les politiques UMP et PS sont semblables : privatisations de Air France, Edf, la Banque postale, les autoroutes... Pas plus d'emplois au final dans ces secteurs, même beaucoup moins et une dégradation des services publics. Il faut leur opposer un programme radicalement différent contre tous les licenciements et les coupes budgétaires, pour de vrais emplois et salaires, pour la nationalisation des entreprises qui licencient comme la SEITA à Carquefou ou PSA. C'est ainsi qu'une vraie nouvelle force politique pourra prendre corps.



Manifestation du 16 octobre dernier à Marseille. Des luttes contre la politique du gouvernement et celle du patronat ont lieu partout, dans les entreprises et dans les services publics. Il nous manque toujours un parti qui organise les travailleurs et qui donne des perspectives pour que nos luttes soient victorieuses

Valls : roi des menteurs

Valls se présente comme un petit éparpagné. Il déclare la valeur de son patrimoine à 93 000 Euros. Il se dit un homme du peuple, un fils de migrant espagnol fuyant le franquisme. Voilà l'image d'une personne simple qui serait arrivée premier ministre sur le principe de l'égalité des chances.

Le problème est que cette histoire est un conte de fée pour nous endormir. La true-story de Valls c'est qu'il possède un patrimoine de 2 millions d'Euros que sa femme possède officiellement.

Son arbre généalogique est aussi à revoir. Sa famille paternelle faisait partie des bourgeois qui ont soutenu le dictateur Franco, cela leur permit de prospérer dans le secteur financier et artistique. Du côté de sa mère, la famille fit fortune en investissant dans la colonisation et l'exploitation des travailleurs dans les mines du Sierra Léone. Il ment quand il parle de lui-même pour se donner l'apparence d'un homme de confiance. D'ailleurs, il passe son temps à dire qu'il « aime l'entreprise » mais il n'y a jamais travaillé, ayant toujours été un homme de l'appareil du PS et un élu professionnel dans l'Essonne. La réalité est que ses intentions sont fausses, quand il nous parle de sa feuille de route pour nous sortir de la crise. La relance économique qu'il souhaite de tout son cœur, pour les ménages modestes, pour les petites entreprises, pour les retraités qui essaient d'épargner afin d'aider leurs enfants. Ces personnages populaires que Valls met en scène dans ses discours sont tous fictifs. Les gens qu'il soutient sont les grands patrons du Medef, ceux-là même qui s'enrichissent en exploitant au maximum les travailleurs. La comédie a assez duré, le rideau doit tomber. Valls et son gouvernement saison 3, on n'en veut pas !

Par Mathieu Jardin

Sécu, budget 2015 – des restrictions importantes sur le dos des travailleurs

Par Olaf van Aken

Le budget 2015 et le projet de loi de financement de la sécurité sociale 2015 (PLFSS) ont été votés fin octobre à l'Assemblée nationale. Les deux sont très liés et les nouvelles restrictions budgétaires récemment votées sont à voir dans le contexte des cadeaux énormes aux grands patrons dans le cadre du «pacte de responsabilité». D'ici 2017, 50 milliards de réduction des dépenses publiques sont prévus pour financer ce fameux pacte de responsabilité.

La casse poursuivie de la Sécurité sociale

Ainsi, la sécurité sociale doit «contribuer» à hauteur de 10 milliards à ces coupes budgétaires sur ces trois ans. Ceci doit passer par le «gel» de la hausse de «l'objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM)» à 2% par an en 2015, 2016 et 2017, voté en juillet. Or, selon la CGT de la santé et de l'action sociale «il faudrait un ONDAM à 4% pour maintenir les moyens existants, notamment au sein de l'hôpital public», chiffre confirmé par la Fédération hospitalière de France (FHF).

Des chiffres différents concernant le déficit de la Sécu existent : la ministre de la santé, Marisol Touraine a annoncé que le déficit s'élèverait à 11,7

milliards d'euros pour 2014 et la commission des comptes de la Sécurité sociale avait annoncé un déficit de 9,8 milliards. Ces chiffres sont utilisés par le gouvernement et le MEDEF pour justifier le démantèlement accéléré de la Sécu et les coupes budgétaires. Et en effet, 9,6 milliards «d'économie» dans le budget de la Sécurité sociale ont été votés fin octobre.

Qui sont les vrais fraudeurs ?

Assez fréquemment, les «fraudeurs» sont stigmatisés dans les médias et par les politiciens de droite et de gauche. Selon eux, beaucoup de gens, souvent sous-entendu pauvres et/ou chômeurs, abuseraient du système de protection sociale. Voici «cet abus» en quelques chiffres: un tiers de la population renonce à des soins, 4,5 millions de personnes sont sans emploi et parmi elles, seulement 2,8 millions perçoivent des indemnités chômage, 8 millions de salariés sont pauvres, 8,5 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté, 3,6 millions de personnes sont non ou mal logées dont 600 000 enfants, 75% des personnes pauvres ont moins de 25 ans....

D'un autre côté, la fraude aux cotisations sociales des patrons français représente un manque à gagner pour la Sécurité sociale de plus de 20 milliards d'euros par an, selon la Cour des Comptes. Cette fraude a doublé depuis 2007. Avec cette somme énorme, non seulement le fameux «trou de la Sécu» pourrait disparaître, mais aussi

la situation parfois catastrophique dans les secteurs de la Santé pourrait être améliorée considérablement.

Toujours plus pour les capitalistes

A cette fraude systématique, entièrement tolérée par le gouvernement, s'ajoute la fraude tout à fait légale sous forme d'exonérations de charges sociales. Ainsi, les capitalistes vont recevoir 30 milliards d'euros de cadeaux, car le pacte de responsabilité prévoit la suppression des cotisations sociales (patronales) pour le financement de la branche famille de la Sécurité sociale.

Pour les capitalistes et le gouvernement à leurs bottes, la casse de la Sécu a deux objectifs principaux: exonérations importantes, voire complètes, de leurs charges sociales (ce qui représente en réalité une baisse des salaires puisque les cotisations sociales patronales sont une forme de salaire indirect) et la libéralisation accélérée des secteurs de la Sécu.

Les assurances maladie privées, les grands groupes hospitaliers privés et les assureurs proposant les compléments de retraite ont déjà commencé à attaquer ces marchés juteux et vont en obtenir plus de parts du marché si nous ne mettons pas un coup d'arrêt à ces politiques capitalistes. Les revenus vont déterminer l'accès aux soins ou à une retraite décente et

pour une partie grandissante des travailleurs c'est déjà le cas.

Budget 2015 – relance de l'économie ou austérité modérée ?

A nouveau, le budget 2015 allait dépasser le 3% du PIB d'endettement supplémentaire autorisé par la commission européenne. Le gouvernement français voulait se donner l'allure d'un des rares gouvernements européens qui refuse l'austérité et qui veut relancer l'économie bien en panne. Et qui doit finalement lâcher un peu de lest à cause de la pression des dirigeants européens. C'est vrai que le gouvernement français (et une partie des capitalistes) veut éviter une austérité violente à la Grèce, mais uniquement pour défendre les intérêts des grandes entreprises: une baisse trop importante du pouvoir d'achat, notamment de la couche importante des fonctionnaires - directement touchée par le budget d'État, pèserait trop lourd sur les profits et alimenterait davantage la stagnation et la déflation. Néanmoins, le budget 2015 et en particulier celui de la Sécu montre qu'il s'agit bien d'une austérité modérée, orchestrée par la demande directe des capitalistes et par la crise qui s'approfondit à nouveau (voir article page 2). C'est une certitude que les classes moyennes d'un côté et la classe ouvrière, d'une manière plus importante et douloureuse encore, payent la facture pour cette politique au service des capitalistes.

Réforme territoriale : austérité et concurrence appliquées aux territoires !

Par Yann Venier

Le gouvernement a décidé de mener une grande réforme des collectivités territoriales à marche forcée. Les médias mettent en avant le côté folklorique de redécoupage des régions sur fond de lutte des potentats locaux pour garder leur pouvoir et prérogatives.

Il n'est pas nouveau que l'Etat abandonne des missions qu'il délègue aux collectivités territoriales en contrepartie d'une compensation financière. Mais les politiques de réduction des dépenses menées depuis des années amène l'Etat à réduire le budget à destination des collectivités territoriales.

Avec cette réforme, l'Etat ne conserverait que les missions visant « à protéger les citoyens les plus fragiles, à garantir l'égalité des droits et des chances, et à assurer la sécurité et l'exercice des libertés ». Ces services seraient délivrés au sein des «Maisons services au public» aussi bien par des services publics que par des entreprises dans le contexte de libéralisation actuelle qui sera accentué par le traité transatlantique en négociation.

Les nouvelles «super-régions» auraient un rôle stratégique d'un point de vue économique avec à terme le fait qu'elles soient dotées d'un pouvoir réglementaire. Ce serait la fin d'un droit unique sur tout le territoire et l'instauration au niveau national du dumping social par la mise en concurrence des régions entre elles. Par exemple, certaines voix

s'élèvent pour réclamer la mise en place d'un SMIC régionalisé.

Les départements délestés de la gestion des collèges et des routes auraient un rôle de proximité sociale (handicap, insertion sociale, petite enfance). Mais dans les zones urbaines, l'intercommunalité et les dix métropoles qui seraient constituées se substitueraient aux départements. Ainsi les zones rurales conserveraient des conseils généraux, qui disparaîtraient dans les zones urbaines engendrant une disparité accrue entre les villes et la campagne. A terme, la volonté est de faire disparaître totalement les départements.

Cette réforme à la fois des missions déconcentrées de l'Etat et des territoires se situe dans l'exacte continuité des précédentes réformes, en particulier celle de Sarkozy. L'objectif est d'appliquer l'austérité - dans des collectivités territoriales dans le cadre du pacte de responsabilité - 11 milliards d'économie en 3 ans - et de continuer d'attaquer les acquis sociaux d'une manière décentralisée. Bien évidemment cette diminution des dépenses aura pour conséquence soit l'accroissement de la dégradation des services publics soit une hausse des impôts locaux, et plus vraisemblablement les deux à la fois.

Cette réforme qui aura des répercussions importantes à la fois pour la population et pour les agents publics des trois versants fonctions publiques (Etat, territoriaux et hospitaliers), doit être combattue.

«Certaines voix s'élèvent pour réclamer la mise en place d'un SMIC régionalisé»

Non à la ferme des 1000 vaches, non à la poursuite des militants !

Condamnés à des peines allant de 5 mois de prison à des amendes, quatre militants luttant contre l'installation d'une «ferme-usine» pouvant accueillir jusqu'à 1000 vaches, font les frais d'une justice au service des patrons.

La ferme des «1000 vaches», n'est rien d'autre qu'un projet très lucratif mené par monsieur Ramery, patron de l'entreprise du BTP du même nom (287ème fortune française). Son but avec cette ferme-usine est de profiter des subventions publiques pour les alternatives au nucléaire pour produire de l'électricité. Plus que leur lait, Ramery veut leurs excréments qui peuvent se transformer en méthane. Le lait, il veut le brader à 270€ la tonne alors que de nombreux paysans peinent à vivre avec du lait vendu 350€ la tonne.

D'un point de vue écologique, ce projet qui n'emploiera que les ouvriers agricoles (alors qu'un

même nombre de vaches répartis sur 10 exploitations emploierait 35 ouvriers agricoles), est un désastre : condition de vie des animaux sous médocs, qui finiront dans nos assiettes, pour faire face aux maladies dues à la promiscuité, nitrates répandus dans les champs suite à l'épandage des digestats (déchet de la méthanisation).

Alors que Le foll et Royal se disent contre une telle industrialisation de l'agriculture, ils n'agissent pas. Le gouvernement traite d'ailleurs ces militants pour la majorité membres de la Confédération paysanne comme des criminels, certains sont poursuivis pour avoir refusé le prélèvement d'ADN !

Un démontage, un fauchage n'est pas un crime !

Non à la ferme des 1000 vaches ! Non à la criminalisation des militants !



Abonnez-vous à L'Égalité !

Je souhaite m'abonner au journal L'Égalité
France 6 mois = 6 € ; 1an = 15 € ; International 1 an = 30€
Chèque à l'ordre de «Voyages Jeunesse Education»
ou en ligne sur notre site

Nom :
Adresse :

Prénom :

Coupon à retourner à :

Les amis de l'Égalité, 82, rue Jeanne d'Arc
centre 166, 76000 Rouen

Encore un service hospitalier menacé !

Les restrictions budgétaires sont à nouveau à l'ordre du jour pour l'hôpital psychiatrique du Rouvray près de Rouen. Plus de deux ans après une mobilisation pour plus de places d'accueil et de lits et de personnel, cette fois-ci, c'est le service particulier d'addictologie qui est menacé.

Ce service de 8 lits, impulsé sous la volonté des personnels soignants face aux besoins croissants des malades est remis en cause. On ne peut pas dire qu'ils sont en pénurie de travail puisqu'il y a 50 personnes sur liste d'attente. Le problème est financier, avec la tarification à l'activité, l'ad-

dictologie rapporte peu parce qu'elle ne rentre dans aucun acte médical réellement inventorié donc tarifé. Par conséquent, le service est menacé de passer sous la direction d'un autre et d'être absorbé. Les travailleurs et travailleuses hospitaliers du Rouvray ont une tradition de résistance face aux attaques pour préserver une psychiatrie sous attaque financière et idéologique permanente. Ils étaient déjà mobilisés le 16 octobre dernier et se retrouveront prochainement dans la rue avec les autres personnels hospitaliers en lutte.

Nouvelle réunion du GIEC : les capitalistes n'ont pas de solution au réchauffement climatique

Par Matthias Louis

La série de travaux du 5ème rapport du GIEC (groupe d'expert international sur l'évolution du climat) se termine et il augmente encore la probabilité à 95% que le réchauffement global de l'atmosphère terrestre est dû à l'activité humaine. Le rapport préconise toute une série de bonnes intentions pour se préparer aux changements climatiques et réduire les émissions de gaz à effet de serre pour ne pas dépasser le seuil de +2 Degrés d'ici 2100. La suite sera une conférence internationale en décembre 2015 à Paris sur le climat.

En attendant les 28 dirigeants européens viennent de s'engager à réduire leurs émissions de 40% d'ici à 2030 ainsi que de porter la part des énergies renouvelables à 27% de la consommation et faire 27% d'économies d'énergie par rapport à 1990. Les économies d'énergie n'étant pas obligatoires, ils veulent se faire passer pour des écologistes mais de l'aveu même du président du conseil européen : «Avec la crise en Ukraine et les troubles au Moyen-Orient, il est devenu très clair à quel point il est

urgent et vital de réduire la dépendance énergétique de l'Europe».

De plus il est très peu probable qu'ils arrivent à un accord avec les États unis ou la Chine en pleine guerre économique et il serait aussi injuste de demander aux «pays en voie de développement» de se limiter sans aide au développement d'autres sources d'énergie non émettrices de gaz à effet de serre.

Seule la perspective du manque de pétrole motive certains capitalistes à passer à l'électrique ou aux moteurs hybrides par exemple pour les voitures ou face à une demande spécifique. Pendant ce temps le marché du carbone s'est ouvert où des sociétés s'échangent les quotas de CO2 pour des milliards de dollars de pollution.

On continue sur la voie du nucléaire comme en France alors qu'on prétend prévenir les risques climatiques, le risque nucléaire on oublie même après Fukushima. Un nouveau «continent de plastique» s'est formé dans le Pacifique et ce n'est pas juste en interdisant les sacs plastiques comme le gouvernement qu'on règlera le problème pendant que des flots de déchets industriels sont rejetés directement

dans les océans.

L'environnement c'est aussi notre santé, car nous vivons dedans et nous sommes au bout de la chaîne alimentaire. Les OGM sont de plus en plus utilisés et menacent la biodiversité. Le nombre de scandales sanitaires pour les profits de firmes pharmaceutiques, de l'agro-alimentaire ou de la chimie s'accroît et les substances nocives impopulaires sont remplacées par d'autres.

Les gouvernements envisagent même pire avec le traité transatlantique qui prévoit que les normes européennes, qui sont plus restrictives qu'aux États-Unis, seront balayées. Sans parler du constat alarmant de gâchis alimentaires dont tout le monde a conscience pendant que des populations meurent de faim.

La situation ne va faire que s'empirer. Selon le GIEC, les zones tempérées sverront leurs précipitations s'accroissent alors que les zones à faible pluviométrie encore plus sèches à de rares exceptions.

D'autre part ce qui va de paire avec le réchauffement climatique globale c'est la montée des eaux. Le GIEC a raison de pointer du doigt les risques de conflits à cause du manque de ressources qui vont

avoir lieu et des déplacements de populations face aux événements climatiques. Mais aucun accord ne pourra passer outre les antagonismes entre États.

Sous le capitalisme, ce sont toujours les travailleurs qui paieront le prix car les profits passeront toujours devant l'environnement. Ce seront surtout ceux qui auront les moyens qui pourront se soigner ou avoir une vie saine, se déplacer aisément, etc.

La Société consomme plus que ce que la Nature peut reproduire en une année et on ne peut pas compter sur les experts capitalistes qui n'ont même pas vu venir la crise économique pour gérer les risques environnementaux pour les populations.

Il faut mettre fin à ce système économique en renversant le pouvoir capitaliste pour mettre en place une économie planifiée, gérée par les travailleurs eux-mêmes. Cela permettra de produire juste ce qu'on a besoin dans de bonnes conditions, répartir les ressources entre les populations et avoir une recherche publique indépendante pour développer les énergies renouvelables, ainsi que contrôler notre alimentation par exemple.

Transition énergétique : beaucoup de bruit pour rien

Par Sarah

L'Assemblée Nationale a adopté le projet de loi relatif à la « transition énergétique pour la croissance verte ». Il est présenté par la ministre de l'Écologie, Ségolène Royal, comme une mesure phare du quinquennat. Cécile Duflot, elle, salue ce "premier véritable débat historique sur la politique énergétique de la France". Ce texte est-il si ambitieux que ce que l'on voudrait nous faire croire ?

L'écologie est devenu un sujet vendeur aujourd'hui : les labels Bio se sont multipliés, créant ainsi une gamme de produits plus chers et l'immobilier, l'énergie etc. ont pu engranger des aides massives de l'État qui ont permis à beaucoup d'entreprises de multiplier les profits et à leurs patrons de s'enrichir. Pour les travailleurs de ces secteurs, rien de neuf par contre, l'exploitation habituelle.

Il en va de même dans l'offre politique. L'écologie est devenu un thème porteur permettant le recyclage de certains politiciens et de donner un vernis vert aux politiques libérales. EELV peut ainsi justifier sa place dans les majorités de « gauche » et s'instituer en caution morale alors qu'ils ne sont en fait pas plus écologistes que les autres.

Une loi bidon

Parmi les objectifs principaux : la diversification des énergies, la réduction de 75 à 50 % de la part du nucléaire dans la production énergétique d'ici à 2025 ou encore la réduction de moitié de la consommation énergétique d'ici à 2050. Toutefois, il n'est proposé aucun plan pour y parvenir, une grande liberté étant accordée aux collectivités territoriales et aux initiatives privées. De plus, le financement prévu paraît largement insuffisant. En effet, 10 milliards d'euros sur 3 ans seraient débloqués quand on estime qu'il en faudrait le triple. Sans

compter que certains de ces objectifs existent en réalité depuis longtemps. La rénovation énergétique de 500 000 logements par an, mise en avant dans la loi existe depuis 2012 sans que rien ne soit fait pour que l'objectif soit tenu.

Il n'y a donc, en réalité, aucun changement de cap dans la politique énergétique actuelle. Le texte propose, par exemple, la création de subventions pour rénover son habitation ou encore passer à la voiture électrique. Compte tenu du reste à charge élevé de ces opérations, ces subventions profitent, comme toujours, aux entreprises privées de ces secteurs et aux ménages aisés qui ont les moyens d'y recourir.

De plus, la promotion de la voiture électrique est jugée peu efficace. Il faut faire plus de 50000 km avant d'émettre moins de CO2 qu'un diesel. Pourtant des solutions moins coûteuses et plus efficaces existent comme le développement de transports publics gratuits. Le texte de loi n'encourage pas davantage les alternatives à la route pour le transport de marchandises. Les patrons routiers ne seront pas taxés puisque le projet d'éco taxe a été enterré. Seul changement, ils seront soumis à la hausse du tarif du gazole mais au même tarif que les particuliers !

La part du fret non routier ne représentant que 12% du transport de marchandises, il y a pourtant des progrès à faire en la matière. Mais une fois de plus, on préfère faire croire à une responsabilité individuelle (par exemple en imposant l'installation de compteurs "intelligents", à la charge des résidents ou en interdisant la vente de la vaisselle en plastique) que de faire payer les entreprises polluantes. Cette loi est donc un pur effet d'annonce qui ne s'attaque en rien aux véritables problèmes mais permet de faire de l'écologie un secteur juteux pour les patrons.

la faune sauvage subit aussi le capitalisme

Par Yann Venier

Les scientifiques estimaient jusqu'à maintenant que le nombre d'espèces animales et végétales qui disparaissent chaque année se situe aux alentours de 26 000. Le rapport 2014 du Fond mondial pour la Nature (World Wildlife Fund) apporte une donnée supplémentaire: la taille des populations des vertébrés sauvages (poissons, amphibiens, reptiles, oiseaux et mammifères) a diminué de plus de la moitié en 50 ans. La biodiversité est menacée et cela risque d'impacter aussi notre propre vie.

Le rapport pointe du doigt l'activité humaine et la pression qu'elle engendre sur les ressources naturelles affirmant que si l'on continue comme ça il nous faudra bientôt plusieurs terres pour répondre aux besoins de l'humanité. Elle montre que si tous les pays avaient la même empreinte écologique par habitant que le Qatar par exemple, il nous faudrait 4,8 terres...

Mais le rapport oublie un peu vite la cause réelle de ce désastre: le capitalisme et sa quête sans fin de profits pour une minorité de parasites quelles qu'en soient les conséquences. Car c'est bien pour satisfaire par exemple la rapacité sans fin de l'industrie agroalimentaire que l'on détruit la forêt en Indonésie pour pouvoir planter des palmiers à huile afin de produire de l'huile bon marché pourtant nocive pour santé.

C'est pour engraisser les semenciers que l'on tente d'imposer les OGM. C'est pour la course au profit de l'industrie des pesticides

que l'on menace l'existence même des abeilles et notre capacité du même coup à produire des légumes et des fruits. C'est bien pour permettre aux multinationales pétrolières en particulier de faire des profits colossaux que le réchauffement climatique continue de s'aggraver. La surpêche industrielle c'est aussi le capitalisme.

C'est aussi pour le plus grand «plaisir» de la bourgeoisie que le trafic d'animaux et de trophée (comme l'ivoire des éléphants) est devenu le 3ème ou 4ème trafic le plus rentable derrière le trafic de drogue ou d'armes.

La liste des méfaits du mode de production capitaliste en matière d'écologie est sans fin. Et la conséquence de refuser de pointer la responsabilité des capitalistes, c'est de n'avoir comme autre solution que de dire aux peuples des pays dominés de se contenter de ce qu'ils ont, d'arrêter de se développer, d'accepter la misère. Et pour les pays capitalistes d'aller vers une décroissance que seuls devront subir les travailleurs car inévitablement elle augmentera le chômage et la pauvreté

Nous ne pourrons en finir avec la catastrophe qui s'annonce qu'en en finissant avec le capitalisme. Seule une société où l'économie sera gérée démocratiquement et de manière planifiée pour répondre aux besoins – dont celui d'avoir un environnement sain et donc une nature préservée – permettra de mener réellement une politique écologique. Cette société c'est le socialisme !

Ebola... les peuples d'Afrique de l'Ouest victimes de la pauvreté

Par Yann Venier

La pire épidémie d'Ebola ravage trois pays d'Afrique de l'ouest (Guinée, Sierra Leone et Libéria principalement) depuis plusieurs mois. Jusqu'à récemment, cette maladie virale touchait essentiellement les zones reculées d'Afrique centrale. Elle apparaissait dans un village dont elle décimait la population avant de disparaître. C'est épidémie est d'une toute autre ampleur, puisqu'elle a fait environ 5000 victimes, avec un taux de mortalité de 70%.

Il faudra attendre 7 mois après le début de l'épidémie pour que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) déclare enfin «l'urgence de santé publique de portée mondiale» en juillet dernier alors que la maladie a déjà fait des milliers de victimes. Mais cela ne suffira pas aux gouvernements des pays impérialistes pour réagir.

Ils ne réagiront à minima dès lors que des soignants venus des pays impérialistes tomberont malades en septembre et octobre dans leur pays d'origine. Depuis, outre les mesures de protection dans les pays développés par le contrôle aux frontières, ils n'ont fait qu'esquisser un semblant de mobilisation en envoyant du matériel médical, des militaires et des médecins – en particulier les USA – pour suppléer la mobilisation d'ONG.

C'est aujourd'hui Cuba qui fournit la plus grande aide aux pays touchés, relativement à sa taille et à son niveau de développement. Il faut dire que ce pays, dont le système de santé est certainement le plus développé sur le continent américain, a une longue tradition de mission humanitaire et médicale à travers le monde.

Mais surtout pour suppléer au système de santé quasi-inexistant à cause de décennies de politiques ultra-libérales imposées par les orga-

nisations internationales du capitalisme comme le FMI ou la Banque mondiale et de pillage des richesses par les entreprises multinationales des pays capitalistes qui ont empêché tout développement de ces pays, sans compter les années de guerre.

Mais on est encore loin du compte et la maladie se propage toujours débordant le personnel soignant, qui prend des risques pour sa propre santé. Si rien est fait, les experts estiment que ces pays pourraient compter 10.000 cas nouveaux par semaine !

Maladie de la pauvreté

Pourtant, avec des soins appropriés le taux de mortalité de cette maladie ne dépasse pas 20%. Autrement dit, si un système de santé avait pu se développer dans ces pays, ce sont aujourd'hui des milliers de vie qui auraient été sauvées!

Cette maladie est connue depuis 1976.

Mais aucune recherche d'un traitement adéquat a été entreprise par les firmes pharmaceutiques; pas assez rentable certainement de développer un médicament pour une maladie qui jusque là tuait seulement quelques dizaines de «pauvres africains».

Ce virus se transmet aux êtres humains suite à la consommation de viande de brousse, comme certains singes, contaminés par des chauves-souris qui seraient le réservoir naturel du virus. La viande de brousse est consommée de préférence à la viande d'élevage parce que celle-ci coûte moins chère pour des populations démunies.

Il est clair que cette épidémie n'est pas qu'une catastrophe naturelle de plus. C'est une maladie de la pauvreté et du sous-développement entretenue par les pays néo coloniaux !

Contre Daesh et l'impérialisme, Vive la résistance de Kobané !

Par Alex

La résistance des combattants de Kobané est héroïque et doit nous inspirer tous et toutes. Elle rejoint les luttes de millions de personnes qui de part le monde se battent contre l'oppression, la guerre et la barbarie.

Le Rojava (la région autour de Kobané) est entrée en résistance contre le régime dictatorial syrien d'El Assad, et s'est mis en place un gouvernement autonome, avec des conseils dans les quartiers, et la mise en place de mesures sociales et démocratiques révolutionnaires pour la région : respect des droits démocratiques de toutes les minorités, égalité hommes-femmes, services sociaux gérés collectivement... Ce n'est pas pour rien que la résistance de Kobané est aussi acharnée comparé à d'autres régions : les résistants ne luttent pas pour défendre des dirigeants corrompus mais pour défendre leur société nouvelle, beaucoup plus juste socialement que ce qu'ils vivaient sous le régime d'Al Assad ou que ce que leurs promettent les régimes mis en place suite aux interventions impérialistes

Héroïsme des YPG/TPJ

Dans des conditions extrêmement difficiles, les groupes de combattants et de combattantes, et le principal d'entre eux les Unités de défense populaire/unités de défense féminine (YPG/YPJ) ont réussi la prouesse de stopper la progression de Daesh alors que les impérialistes, USA et européens, étaient en pleine panique et n'avaient

aucune solution mis à part des frappes aériennes sans réelle efficacité. Ailleurs, les armées irakiennes ou celles du Kurdistan autonome ont fui la plupart du temps devant les troupes de Daesh, laissant des centaines de milliers de civils seuls. Ce sont les résistants de la région, dont les YPG/YPJ, qui ont organisé des corridors humanitaires, notamment dans le Sinjar, qui ont permis à des centaines de milliers de civils d'échapper au massacre.

La résistance de Kobané doit non seulement combattre Daesh mais aussi se défier des manœuvres au sein de la pseudo «coalition» formée par les USA, la France et d'autres pays impérialistes avec les puissances réactionnaires locales telles que la Turquie, l'Arabie Saoudite, et d'autres pays du Golfe qui sont loin d'être des pays démocratiques...

Refuser toute soumission aux impérialistes

La Turquie et certains Etats du Golfe ont une responsabilité directe dans la progression de Daesh que ce soit pour affaiblir le régime du dictateur Al Assad ou pour affaiblir la guérilla kurde et les YPG/YPJ. Daesh (improprement nommé Etat Islamique, ce qui provoque à juste titre le dégoût de centaines de millions de musulmans de part le monde) a nécessairement des complicités dans certains Etats pour trouver les centaines de millions de dollars nécessaires à son équipement et à l'entretien de ses troupes.

Le gouvernement turc souhaite la chute de

Kobané. Le premier ministre Erdogan rappelant régulièrement qu'il ne fait pas de différence entre Daesh et les YPG. Dans la réalité, il multiplie les actions pour gêner les YPG. Ainsi, la frontière proche de Kobané est fermée pour empêcher les volontaires de rejoindre la lutte à Kobané et même l'acheminement de toute aide. Or, des milliers de personnes souhaitent participer à la résistance contre Daesh après avoir mis leurs familles à l'abri. Erdogan refuse même qu'un couloir d'aide humanitaire soit mis en place alors que Kobané n'est qu'à 4 km de la frontière. Par contre, la Turquie demande (avec le soutien scandaleux de Hollande) la mise en place d'une «zone tampon» sous le contrôle de son armée. Une telle zone viserait à éliminer les YPG et détruire les avancées sociales et démocratiques mis en place dans le Rojava.



Beaucoup de médias et de bourgeois occidentaux s'extasient devant le fait que de nombreux combattants kurdes sont des combattantes. Ce qu'ils disent moins évidemment c'est que ces combattantes sont des révolutionnaires, pour la plupart communistes. Une lutte de libération nationale est une lutte sociale quand elle est menée à une échelle de masse, défendant une société plus démocratique mais aussi plus juste socialement, en opposition à l'oppression sociale et nationale subie sous les régimes actuels.

Comme dans toute expérience de ce genre, c'est une guerre populaire qui est en fait menée, brisant partiellement la division sexiste des tâches. Ainsi, lors de la guerre d'Espagne, de la Commune de Paris, ou dans les années 70 la lutte palestinienne ou celle pour l'indépendance de

l'Erythrée, des milliers de femmes participaient à la lutte armée. Rien à voir donc avec ces bourgeois qui se pâment devant les photos des combattantes des YPJ.

Plus de 30% des résistants de Kobané sont des résistantes.

Arin Mirkan, symbolise la détermination et le courage de cette résistance. Avec son groupe, elle avait en charge la défense de la colline de Mishténour. A court de munitions et pour stopper la progression de Daesh, refusant la perspective d'une mise en esclavage ou pire, elle s'est faite exploser au milieu de combattants de Daesh. Son geste terrible (elle avait deux filles), est un appel à la lutte pour tous et toutes contre ce monde barbare que nous impose le capitalisme

cratiques mis en place dans le Rojava.

Il en va de même avec l'opposition officielle syrienne (la Coordination nationale syrienne), et notamment l'Armée syrienne libre (ASL) qui défend désormais les intérêts des impérialistes dans la région et qui refuse de reconnaître les droits démocratiques des minorités. C'est pour cela que depuis fin 2011, les YPG se sont retirés de cette «opposition» de laquelle proviennent d'ailleurs une partie des dirigeants de Daesh. Quant aux Peshmergas kurdes venus du Kurdistan irakien, ils sont au service du gouvernement de Barzani, lequel est un serviteur des intérêts des USA dans cette région très riche en pétrole.

Mais pour autant, les dernières déclarations des dirigeants de la résistance de Kobané, tout en pointant que les impérialistes ne les aident pas vraiment, ne sont pas suffisamment claires vis à vis d'Obama, d'Hollande et autre, laissant entendre que le combat serait commun contre Daesh. Lors des manifestations de soutien à Kobané du 1er novembre, les slogans dénonçant la lâcheté du gouvernement Hollande avaient disparus. C'est une erreur. Les peuples de la région ne se soulèveront pas à leur tour si la perspective est la mise en place de gouvernements placés par les impérialistes, corrompus et/ou dictatoriaux.

Si réellement les impérialistes s'inquiétaient du sort de Kobané et des peuples de la région, ils livreraient des armes sans conditions. Ils se refusent à le faire car ils préfèrent une situation de guerre au potentiel révolutionnaire d'une victoire de la résistance de Kobané. Et s'ils le faisaient, cela doit être sans aucun contrôle sur la résistance ni aucune remise en cause des avancées sociales et démocratiques mises en place dans le Rojava.

Tenant seuls face à Daesh et avec l'armée turque dans leur dos, il est possible que la résistance de Kobané doive à un moment se replier dans les montagnes mais ce serait terrible. L'armée turque ne fera pas plus de cadeau aux YPG/YPJ que Daesh. Il faut aider la résistance, au moyen d'un vaste mouvement de solidarité à travers le monde à l'appel des syndicats, des partis de gauche, des associations... En Turquie même, des milliers de jeunes et de travailleurs, tout comme les familles de réfugiés, pourraient aussi organiser un mouvement d'aide à la résistance et forcer le régime d'Erdogan à ouvrir la frontière.

Daesh est un produit de la barbarie impérialiste en Irak

Pour les masses de la région, la politique de Daesh est celle de trafiquants de drogue et de gangsters reconvertis en trafiquants de religion et d'êtres humains. Daesh aura réussi à être aussi barbare que les armées occidentales quand elles ont attaqué l'Irak durant les deux guerres du Golfe.

Si Daesh a pu émerger, c'est parce que l'agression brutale du peuple irakien lors de la deuxième guerre du golfe a détruit une partie de la société irakienne, et la politique des USA a été ensuite de s'appuyer sur les divisions nationales, culturelles et religieuses en plaçant au pouvoir des éléments complètement corrompus issus des minorités chiïtes à Bagdad et kurdes au Nord du pays contre les autres minorités, notamment la minorité sunnite.

Daesh, dans un premier temps, est donc apparu pour cette dernière comme un libérateur et a pu obtenir un certain soutien même si c'est par la terreur qu'il domine aujourd'hui. Ainsi, Daesh a fait exécuter plus de 150 membres de la tribu arabe sunnite d'Abou Nimr à l'Ouest de Bagdad au motif que ses chefs refusaient de s'allier avec lui.

L'entrée de Daesh dans les villes se traduit par des exécutions par dizaines dans des conditions de barbarie extrême et pour les seuls motifs d'être un opposant potentiel à ces chefs de bandes qui s'enrichissent et se transforment en une caste de chefs de guerre et de pillards. Des femmes médecins sont exécutées parce qu'elles ont soigné des hommes, d'autres parce qu'elles travaillent, d'autres encore sont vendues... et tout ce qui ressemble à une organisation du mouvement ouvrier ou démocratique est écrasé. C'est digne du fascisme et rappelle par bien des aspects la politique des fascistes pendant la révolution espagnole de 1936-1939. Et d'une certaine manière, c'est bien cela qui se joue, entre les révolutionnaires résistants de Kobané et les forces réactionnaires de Daesh et les impérialistes occidentaux et leurs alliés dans la région.

Le caractère barbare de Daesh vient également montrer qu'il ne s'agit pas d'un problème religieux ou d'une confrontation occident-orient en Irak et en Syrie. Il s'agit de la lutte des peuples contre les deux formes d'une même monstruosité : la barbarie de ces pseudos-djihadistes et celle des impérialistes.

Comment assurer une victoire complète ?

Il ne s'agit pas seulement de repousser Daesh à Kobané, il s'agit d'en finir avec cette barbarie mais aussi ce qui la nourrit : la politique des impérialistes et des régimes réactionnaires dans la région. C'est en débarrassant la région du capitalisme et de sa loi du profit, des méthodes d'exploitation des multinationales, que pourront être supprimées les causes du problème. Le programme du Rojava devrait aller plus loin, en défendant notamment la mise en propriété publique des ressources naturelles et notamment du gaz et du pétrole, pour que l'économie commence à être organisée pour la satisfaction des besoins de tous et toutes. Une telle orientation socialiste révolutionnaire combinée avec la défense des droits démocratiques de chaque peuple, y compris leur droit à l'autodétermination et à former leur propre Etat, recevrait le soutien de millions d'habitants de la région et serait également un moyen de les inciter à la lutte. C'est aussi cela que peut permettre de promouvoir une véritable campagne de solidarité internationale à laquelle nous voulons contribuer.

Aidez nous à construire la lutte ! souscription de 4 000 €

Tirer des tracts, sortir des affiches, organiser des campagnes de soutien aux luttes, préparer les grèves... tout cela a un coût ! La Gauche révolutionnaire est une organisation qui ne reçoit de subvention de personne; premier gage de notre indépendance politique. Nous fonctionnons essentiellement avec les cotisations des militants, la vente de nos matériels mais également grâce au soutien régulier de nos sympathisants.

En cette fin d'année, une aide serait la bienvenue, pour moderniser notre matériel. Nous avons besoin de finances à la hauteur de nos ambitions : en finir avec cette société de guerre, de misère, de chômage et d'exploitation.

Soutenez-nous ! Pour faire un don, vous pouvez faire un virement sur le compte suivant, nous envoyer un chèque ou bien sûr passer par notre site Internet (transaction sécurisée via Paypal).

Versez au Fonds de soutien de la Gauche révolutionnaire et du comité pour une internationale ouvrière

- Je soutiens en versant euros en chèque (à l'ordre de VJE)
 Je soutiens en versant euros par virement
compte bancaire VJE BRED
n°FR76 1010 7003 7000 2327 0076 061

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : email :

Ou sur notre site par transaction sécurisée via Paypal : www.gaucherevolutionnaire.fr

Pour nous contacter

grcontact@hotmail.com

06.14.07.45.19 / 09.54.79.19.17

facebook.com/gaucherevolutionnairecio

Mexique : Où sont-ils ? - ¿Dónde están? La disparition de 43 étudiants de l'École Normale rurale

Par Diana

La nuit du 26 septembre dernier, des étudiants de l'école normale rurale de la ville d'Iguala, dans l'État de Guerrero, comme le veut la tradition militante, s'apprêtaient à commémorer le massacre de Tlatelolco, en 1968, celui d'étudiants assassinés avant les jeux Olympiques de Mexico.

La pénurie des moyens est monnaie courante à l'internat et les étudiants sont habitués à réquisitionner régulièrement des camions pour avoir du lait et d'autres aliments et des bus pour se déplacer. Une fois utilisés, les bus sont restitués et les camions rendus aux propriétaires respectifs. Cette nuit-là, ils avaient réquisitionné un autobus pour se rendre dans la ville de Mexico pour la commémoration, et avec l'assentiment des conducteurs.

Au retour, la police a encerclé les autocars et a commencé à tirer contre les étudiants. 6 personnes ont été touchées mortellement: 3 étudiants et d'autres personnes qui se trouvaient non loin en bus ou en voiture. Puis les 43 autres ont disparus. Les étudiants ont été vus pour la dernière fois en train de se faire embarquer dans les camions de la police, pour ne jamais revenir...

Quelque jours plus tard, on découvrait une série de fosses communes dans les environs avec un nombre des corps présentant des signes évidents de torture. La majorité des corps avaient été brûlés vifs. Ce qui correspond à une pratique classique des narco trafiquants.

Depuis maintenant un mois, les familles des étudiants n'ont aucune réponse de la part du gouvernement par rapport à la disparition des étudiants. Le principal leader de la bande criminelle de narco trafiquants a été arrêté ainsi que 36 agents de la police. Le gouverneur de l'état de Guerrero et son épouse ont pris la fuite pour les charges qui les accusent avec le chef de la police.

Trop c'est trop !

De grandes manifestations ont eu la semaine du 26 octobre, contre tous les assassinats et les disparitions avec une forte participation des étudiants. La «gran Marcha» a rassemblé environ 100.000 manifestants qui demandent la démission du chef de l'état Perez Nieto et dénoncent aussi les trois principaux partis (PRI, PAN, PRD) pour agir en alliance avec le pouvoir de barons de la drogue. Les habitants de Mexico ont supporté des années durant sous prétexte de «guerre contre la drogue» soutenue par les États-Unis, la mort de plus de 70000 personnes et des milliers de disparus. Ces manifestations font écho à ce ras-le-bol et coïncident aussi avec la colère d'autres étudiants qui font pression sur le gouvernement. Ce sont les étudiants des écoles technologiques de Mexico. Ils ont occupé les campus en protestation à une réforme qui changerait le cursus c'est-à-dire les rétrograderait au grade de techniciens au lieu de celui d'ingénieur. Il y voient un stratagème pour faire baisser leur salaire.

Le président Nieto cherche à attirer les entreprises étrangères notamment de l'énergie à Mexico et d'autres secteurs...des entreprises

européennes et des USA, qui délocalisent pour faire plus des profits à n'importe quels prix social et économique. La rage accumulée est telle que la disparition et la mort de ces étudiants soulèvent une onde de choc et de mani-

festations dans le pays. Si le mouvement continue de grandir et de s'enraciner, il peut changer le rapport de forces et réinstaller la lutte des classes dans laquelle le Mexique d'Emiliano Zapata pourra sortir victorieux.



Banderole, lors d'une manifestation à Mexico le 9 octobre dernier, affichant les portraits des 43 étudiants disparus de l'école normale d'Iguala dans l'Etat de Guerrero (Omar Torres - AFP)

Belgique: un plan d'action pour préparer une journée de grève générale le 15 décembre

Le 11 octobre dernier un gouvernement fédéral de coalition ultra droite regroupant le Mouvement réformateur (MR), les chrétiens démocrates et libéraux (CD&V) et les nationalistes flamands de la nouvelle alliance (N-VA) s'est formé en Belgique. Son programme est clairement une attaque généralisée contre les acquis gagnés par les travailleurs et la jeunesse en Belgique. Concrètement ce sont des coupes budgétaires dans tous les services publics, des attaques sur les salaires et les pensions, contre les allocations chômage, pour instaurer la retraite à 67 ans... Di Rupo, ancien premier ministre (PS) a déclaré que 70% des mesures antisociales de Charles Michel sont la continuation de la politique de l'ancien gouvernement !

Tout ceci est déjà clair pour les travailleurs et les jeunes qui se mobilisent et mènent déjà des grèves contre cette politique dans tout le pays en Flandres comme en Wallonie : étudiants contre l'augmentation des droits d'inscription et les coupes budgétaires dans les uni-

versités, cheminots de la SNCB ou encore les salariés d'une société de sous traitance de la SNCB, la BM&S qui luttent depuis des semaines pour la réintégration de 5 salariés dont 2 syndicalistes de la FGTB.

Poussées par cette colère, les directions syndicales dont la FGTB proposent un plan d'action crescendo pour stopper les attaques. Lancé par une manifestation nationale le 6 novembre à Bruxelles il est prévu ensuite des grèves générales tournantes par région pour aller vers une grève générale dans tout le pays le 15 décembre contre cette politique. Nos camarades de PSL préparent activement ces journées de grève contre le gouvernement Michel mais aussi pour l'arrêt de la politique d'austérité en entier. Un plan d'action de grèves qui doit nous inspirer en France pour résister et lutter face aux attaques que nous subissons....

Dossier complet sur Socialisme.be, site du PSL

Irlande, la classe ouvrière à l'offensive

Le 11 Octobre 2014 la classe ouvrière irlandaise a démontré sa force et sa colère. Ce jour-là Paul Murphy, camarade de notre organisation œur, the Socialist Party of Ireland, a été élu au Dáil (le parlement irlandais). C'est le 3ème député élu de notre organisation irlandaise.

Ce même jour une grosse manifestation de 100000 personnes a eu lieu à Dublin. La manifestation était appelée par l'Anti-Austerity Alliance (l'Alliance Anti-Austérité), organisation de masse dont le Socialist Party a été à l'initiative au printemps 2014. La manifestation fait partie d'une campagne acharnée du non-paiement et de désobéissance civile contre un nouvel impôt sur la consommation de l'eau. La classe ouvrière irlandaise, comme toute la classe ouvrière en Europe, en a ras-le-bol de la politique d'austérité. Cet impôt sur

l'eau est un pas de trop.

La campagne électorale de Paul a été inextricablement liée avec la campagne de masse contre l'impôt sur l'eau. Le Socialist Party a été le seul parti politique à soutenir le non-paiement mais aussi avancer la lutte nécessaire pour bloquer toutes les mesures d'austérité. le seul aussi à reconnaître que seulement la classe ouvrière peut forcer le gouvernement à se retirer. Maintenant qu'il est élu, Paul va utiliser sa position pour renforcer la campagne et la lutte contre les attaques globales du gouvernement.

En France, comme en Irlande, le gouvernement renforce les mesures d'austérité. La campagne de masse intransigeante de nos camarades irlandais avec des milliers de gens peut être un exemple pour les travailleurs ici.

Brésil : une nouvelle étape de crise et d'instabilité.

Par Mariana Campos

Les élections présidentielles de 2014 ont été les plus concurrentielles depuis le régime militaire et le retour des élections directes de 1989. La victoire électorale serrée de Dilma Rousseff (Parti des Travailleurs) contre le candidat Aécio Neves (Parti social-démocratie Brésilien) 51,64% de voix contre 48,36% montre une forte polarisation politique due à la situation économique du Brésil. Dans un pays où le vote est obligatoire, il y a eu 27,4% d'abstentions, ce qui montre les dégâts du PT après 12 ans au pouvoir et la fin de certaines conditions économiques, politiques et sociales qui lui avaient permis une certaine stabilité.

Afin d'éviter la déchéance, Dilma a mené une campagne basée sur la peur du retour du PSDB au pouvoir avec le programme néolibéral de l'ancien président Cardoso. Ainsi le PT a dû utiliser l'ancien programme du PT connu à gauche pour polariser les élections, menant la population dans une «fausse» polarisation, et ce alors que les programmes des deux partis avaient plus de points en commun que de divergences.

Une fois les élections finies, le masque de Dilma est tombé. Elle appelle à une politique de conciliation avec un programme en faveur de l'élite brésilienne. Elle laisse entendre qu'il satisfera les demandes du marché et annonce comme nouveau ministre le nom d'un banquier qui vient de Bradesco, la deuxième banque privée au Brésil. Les réformes politiques promises et notamment la proposition d'une assemblée constituante n'ont pas duré 24 heures. Elles ont été refusées dans les congrès par sa propre base et ses alliés.

Contexte de polarisation

Les mouvements populaires et les grèves de travailleurs en juin 2013 ont ouvert un nouveau scénario de la lutte de classe et marquent une nouvelle étape dans le contexte national qui s'est aussi exprimée dans le processus électoral. Dans ces élections, le parti de troisième voie incarné par Marina Silva (PSB) avec sa politique conservatrice concernant les droits des femmes, contre la criminalisation de l'homophobie et sa politique conciliatrice entre les deux partis traditionnels, le PT et le PSDB, et le capital financier a échoué. Ses propositions ont montré son vrai visage et prouvé qu'une troisième voie capitaliste comme proposition alternative aux partis traditionnels n'a pas d'espace.

La candidature d'Aécio Neves a canalisé cette insatisfaction populaire et a ouvert un chemin aux

forces les plus réactionnaires de la société brésilienne : une classe moyenne du Sud qui défend la dictature, le racisme, l'homophobie, les préjugés et l'autoritarisme. Dimanche 1er novembre, à São Paulo, il y a eu une manifestation de 2500 personnes pour demander la chute de ce gouvernement et l'intervention militaire. Cependant il y a beaucoup de confusion dans ces mouvements.

Cette polarisation croissante est très complexe et va demander une intervention plus conséquente de la gauche dans la prochaine période. Dans les différentes élections qui avaient lieu en même temps que la présidentielle, les parlementaires qui ont eu le plus de voix sont ceux de la gauche : Marcel Freixo (P-sol) avec 350000 voix aux élections de députés, Chico Alencar avec 196000...

Luciana Genro candidate du P-sol qui a fait une campagne clairement à gauche a doublé le chiffre par rapport aux élections en 2010. Elle est arrivée quatrième, juste après Marina Silva. Le Psol (Parti Socialisme et Liberté) a augmenté de 3 à 5 le nombre de députés fédéraux et obtenu 12 députés d'Etats. Avec son programme à gauche, le Psol est sorti renforcé de ces élections.

L'extrême droite, elle, a obtenu un nombre de voix significatif dans les candidatures pour être gouverneur. A Rio de Janeiro, Jair Bolsonaro, candidat qui défend la dictature militaire a obtenu 464 000 voix. Luiz Carlos Hernze qui propage un discours de haine contre les sans-terre, indiens et gays a obtenu 162000 voix et a obtenu la première place dans ces élections à Rio Grande do Sul.

La diminution de voix pour le PT a contribué à l'instabilité de ce gouvernement le menant à adopter un discours de conciliation par rapport aux partis d'opposition. Le PT utilisera ce contexte dans la prochaine période pour «calmer» la gauche tout en appliquant les mesures d'austérité avec comme excuse la peur de la croissance de l'extrême droite.

Les travailleurs, les mouvements populaires et les forces de gauche doivent intervenir sans relâche pour clarifier la lutte de classe et défendre leurs revendications. Si le Psol n'est pas capable de surmonter les pressions en présentant un programme socialiste, dans ce contexte de pleine confusion et de conflits, la droite prendra sa place.

Le contexte est complexe, le combat sera ardu mais la lutte de classe est plus que certaine. Les travailleurs ont toutes les cartes en main pour imposer leurs revendications afin d'éliminer les forces les plus réactionnaires et improductives de cette société.



Préparons la mobilisation contre le Front National !

Derrière ses faux airs de parti qui se veut à la fois anti-système et à la fois tout à fait capable de le gérer (cherchez l'erreur...), le FN veut continuer sa prétendue "transformation" vers un parti alternatif, intègre, et qui pourrait tout régler d'un coup de charter.

Il y a un tel dégoût face à la politique du gouvernement, magouilles et autres scandales... que cela peut faire illusion. Mais même si le FN peut sembler représenter "autre chose", sa politique n'amènera finalement qu'à empirer la situation.

Loin d'être différents des autres

Déjà, il suffit de se pencher sur leurs propositions pour se rendre compte que, loin de ce qu'ils prétendent, tout le programme du FN est basé sur une acceptation pure et simple du cadre du système économique. Alors que tout le monde justifie sa politique d'austérité grâce à la dette, eux jamais ils ne diraient, par exemple, "cette dette n'est pas la nôtre, c'est celle des banquiers et des patrons et on ne la paiera pas !". Bien au contraire, non seulement ils sont pour la rembourser en faisant 30 milliards "d'économies" par an (!) mais le pire, c'est qu'ils veulent donner aux gens la possibilité d'en racheter des parts : concrètement, ça peut dire payer la crise deux fois. Non seulement on accepte de faire des coupes dans les services publics et des soi-disant "économies", mais en plus on vous fait racheter la dette.

Ils parlent de la "réduction de la fraude sociale", ce qui est bien c'est qu'on ne sait jamais de quelle fraude ils parlent. Est-ce qu'ils parlent des travailleurs, ou alors des patrons, qui en utilisant le travail non déclaré par exemple, fraudent la sécu à hauteur de 20 milliards d'euros par an ? Et tout cela sans parler des allègements de cotisations sociales pour les mêmes patrons, que le FN est pour... multiplier, ce qui fait encore moins de sous pour financer la sécu !

Diviser pour mieux régner !

Ainsi aussi sur le plan "social", le programme du FN est en réalité une vaste opération de com'. Qu'ont-ils à dire sur le "contrat de travail unique", qui vise à déboulonner le CDI et donc augmenter la précarité ? Curieusement, rien, et ils nous ressortent un couplet ultra-sécuritaire sur Calais, sur les "clandestins" délinquants, qui viendraient piller massivement la France. Concrètement c'est du pipeau parce que par exemple, le nombre de demandes d'asile a baissé en 2014. Les étrangers en situation illégale n'ont pas le droit à avoir des HLM, et évitent les hôpitaux de peur d'être dénoncés. L'Aide Médicale d'État (AME, que Le Pen veut supprimer) n'est accessible que si on est installé en France de manière stable depuis plusieurs mois. Et bizarrement, elle "oublie" de dire que les reconduites à la frontière ça coûte environ 21 000 € par personne. Fois 27 000 en 2013, le calcul est vite fait. Il faudrait renvoyer les gens chez eux ("même dans des pays en guerre", trop sympa Marine), empêcher tout le monde de venir et basta ? Concrètement comment vont-ils faire ? Mettre des barbelés tout autour de la France ? Des barrières autour de tous les pays desquels les gens émigrent pour fuir la misère, la barbarie ou la guerre ?

Pousser les gens à regarder combien de centimes d'allocations de plus ou de moins reçoit son voisin, c'est aussi bien pratique pour masquer le fait que les millionnaires (dont les Le Pen !) sont toujours plus riches. En France, il y a 4100 personnes qui ont un patrimoine de plus de 50 millions de dollars ! À quoi mène leur "préférence nationale" ? À empêcher les gens de lutter ensemble. Depuis quand la division fait-elle la force ?

Préparons la riposte !

C'est non seulement tous ensemble et dans la rue qu'on pourra faire reculer le FN. En lui opposant résolument notre refus de nous laisser diviser.



Mais Valls et compagnie, avec leurs appels répétés à "l'unité républicaine", ne pourront jamais faire reculer le FN parce que ce n'est pas leur "unité républicaine" (qui signifie en fait de ne surtout pas s'opposer à leur politique) qui mettra un terme au chômage ou à la précarité, à l'absence d'avenir pour les jeunes, aux inégalités, bref à tout ce qui constitue le terreau sur lequel se développe le FN.

C'est en ce sens que nous appelons à construire la mobilisation à l'occasion du congrès du FN le 29 novembre. Tous ensemble contre le FN ! Contre le racisme ! Nous devons marquer par une mobilisation concrète des jeunes et des travailleurs que nous luttons contre leur politique et que nous ne les laisserons pas passer, nous n'attendrons pas le soir du 1er tour pour nous mobiliser !

S'il défend le capitalisme et la division en classe de la société, comme les autres partis, il représente un danger particulier, car une fois au pouvoir c'est une politique encore pire que celle définie dans son programme qui sera mise en place. Ils disent déjà que les manif en soutien aux sans

papiers seront interdites, mais ça ce n'est qu'un début. Il y a fort à parier qu'ils enverront les flics contre les piquets de grève et attaqueront les droits démocratiques, comme l'ont montré leurs déclarations scandaleuses suite à la mort de Rémi Fraisse, caractérisant les manifestants de "professionnels de la violence" et appelant à... encore plus de répression.

C'est à nous, les jeunes, les travailleurs de demain, de montrer le chemin et de nous unir aux travailleurs en lutte pour préparer un avenir sans racisme ni capitalisme, une société socialiste.

Militer avec la Gauche Révolutionnaire et nous rejoindre, c'est aussi se doter d'une organisation qui veut non seulement combattre le FN, mais aussi en finir avec le racisme, sous toutes ses formes. Car nous voulons en finir avec ce système économique qui est basé sur l'exploitation de la majorité au profit d'une toute petite minorité de personnes, qui nourrit la pauvreté, la misère et qui engendre des partis comme le FN. Contactez-nous !

Morts sans identité, des «homicides de masse» dans la Méditerranée.

Sofia Farhat

En septembre dernier, un naufrage a fait 500 morts au large de Malte. Les migrants, d'origine majoritairement maghrébine, auraient fui leur pays en direction de l'Italie. Cet «homicide de masse» faisant des milliers de morts chaque année ne cesse de s'alourdir ainsi que le bilan annuel du flux de migrants qui meurent, en cours de déplacement, dans la Méditerranée.

Les vrais responsables de la situation et du drame des naufrages sont évidemment les gouvernements au service des capitalistes. Dans le but de préserver les intérêts de quelques-uns, ils font vivre les travailleurs et les jeunes dans des conditions exécrables. Ceux parmi eux qui font le «choix» de quitter leur pays, le font donc pour fuir la précarité, la misère et les conflits armés qu'ils subissent constamment. La pression matérielle et la pression morale deviennent insupportables et nombreux sont ceux qui décident de partir pour l'Europe. Car les premières «victimes de l'immigration», ce sont bien les migrants eux-mêmes !

Les naufrages se multiplient mais les chiffres que nous livrent les médias ne sont qu'une approximation très floue du nombre de personnes qui ne survivent pas aux conditions du voyage et à l'insécurité permanente. Les Etats dissimulent les chiffres et assez rares sont les études scientifiques qui portent sur le sujet : la réalité est telle que l'Etat de chaque pays n'accorde pas d'importance au

sort des migrants, et ceux qui meurent perdent leur identité. Entre 2000 et 2013, on compterait, selon l'étude de Migrant Files environ 23 000 de migrants morts dans la Méditerranée, ce qui fait d'elle un cimetière maritime.

Face à ces catastrophes humanitaires, les Etats membres de l'Union européenne ne portent pas secours aux immigrés. Ils se livrent au contraire à une politique de lutte contre l'immigration.

Les nombreux programmes et institutions proposés pour secourir les immigrés aux portes de l'UE et éviter les naufrages en Méditerranée - développer l'opération «Frontex» pour la gestion des frontières extérieures - non seulement n'aident en rien les migrants, mais renforcent encore plus les contrôles aux frontières et participent à la réduction du flux des immigrés, les obligeant à prendre toujours plus de risques mortels.

Rejetés par l'Etat au service de la bourgeoisie, morts au cours du déplacement, ou arrivés avec peine en Italie, les migrants font face partout à des dangers et à des discriminations et à la surexploitation par les patrons.

La multiplication des naufrages et des catastrophes dans la Méditerranée prouvent encore une fois à quel point l'Etat au service des capitalistes peut aller loin dans sa politique pour se préserver. Une politique qui se fait aux dépens de milliers de morts anonymes.

Combien de Malala dans la jeunesse d'aujourd'hui ?

Quand elle avait 14 ans, Malala ne pensait certainement pas devenir Prix Nobel. Mais elle avait compris que les choses dans son pays ne changeraient pas d'elles-mêmes et qu'il fallait entrer en lutte, et jouer son rôle.

Devant l'interdiction pour les filles d'aller à l'école dans sa province du Swat, au Pakistan (interdiction imposée par les Talibans mais également peu combattue par le gouvernement), elle a ouvert un blog et commencé à décrire la situation : écoles de filles incendiées, opposants abattus... elle a appelé les jeunes de son pays et du monde entier à refuser l'ignorance et à exiger l'éducation à laquelle ils ont droit. Et notamment l'éducation pour les filles que les Talibans, comme toutes les mouvances intégristes de part l'histoire, interdisent. A l'âge de 15 ans elle est victime d'une tentative d'assassinat lors d'un attentat, elle en réchappera de justesse. Les réactionnaires avaient donc tellement peur d'une jeune fille de 15 ans avec un livre ?

Farouche

Les médias occidentaux, les gouvernements impérialistes, se sont évidemment emparé du phénomène et tentent de se servir de Malala. Mais du haut de ses 17 ans, Malala a un vrai courage : elle a officiellement demandé à Obama que les bombardements à coup de drones, si meurtriers pour les civils dans cette région du Swat, soient stoppés.

Malala rappelle chaque fois que les fléaux que doivent combattre les enfants et les femmes du monde sont : « la pauvreté, l'illettrisme et le terro-



risme ». De son lit d'hôpital en 2012, elle envoyait ce message à des marxistes pakistanais : «je suis convaincue que le socialisme est la seule réponse (...) qui nous libérera des chaînes de la bigoterie et de l'exploitation».

Elle a reçu le prix Nobel de la Paix qui va pour une fois à une vraie militante de cette cause, et d'autres prix. « Aujourd'hui n'est pas le jour de Malala, c'est le jour de toutes les femmes, de tous les garçons et de toutes les filles qui ont élevé la voix pour défendre leurs droits ». Elle s'est empressée de faire don de 50 000 dollars venant de ces prix à 65 écoles de Gaza qui ont été détruites durant l'agression israélienne de l'été dernier.

Les choses ne changeront pas toutes seules. Des milliers de jeunes devraient s'inspirer de son exemple et de son courage et devenir une génération qui s'est levée et est entrée en lutte pour changer ce monde et le libérer des injustices et des horreurs qu'il provoque chaque jour.